

Conférence d'Alexandre Herlea au colloque intitulé : "*Géopolitique, conflits et patrimoine*" organisé à l'Université « Jean Monnet » de St. Etienne, les 11 et 12 décembre 2017.

Un patrimoine encore interdit ? L'enjeu de la mémoire du communisme en Roumanie aujourd'hui à travers le « Mémorial Sighet »

Alexandre Herlea
Professeur émérite

Je remercie *l'Université Jean Monnet* de St. Etienne, l'organisateur de ce colloque intitulé "*Géopolitique, conflits et patrimoine*", de m'avoir invité à y participer. L'introduction dans le programme d'un colloque international, interdisciplinaire, d'une communication portant sur la mémoire du communisme est d'une grande actualité et importance sur plusieurs plans dont celui de la construction d'un monde basé sur les valeurs universelles correctement hiérarchisées.

Dans un pays comme la Roumanie, où on estime qu'environ 10% de la population (deux millions) a connu le goulag dont un pourcentage non négligeable, est décédé en prison, ceci est particulièrement vrai dans la lutte pour le retour à la normalité. Le *Mémorial des Victimes du Communisme et de la Résistance de Sighet* occupe dans ce contexte une place de choix.

Je précise que le sujet que je vais présenter n'appartient pas à mon domaine d'expertise académique mais je le connais assez bien par mon vécu personnel, mon implication dans la vie politique roumaine notamment mes responsabilités dans ce cadre et aussi pour avoir suivi avec attention et intérêt la naissance et le développement de cette institution.

Le *Mémorial des Victimes du Communisme et de la Résistance de Sighet* est le premier mémorial des victimes du communisme au monde. Il a été nominalisé en 1998, par le Conseil de l'Europe, parmi les trois premiers lieux de la mémoire européenne, à côté du *Mémorial d'Auschwitz* et du *Mémorial de la Paix de Caen*. Formé d'un *Musée* et d'un *Centre international d'études sur le communisme* ses initiateurs ont été deux

grands écrivains roumains, deux amis, Ana Blandiana et Romulus Rusan qui ont créé, pour cela, *la Fondation l'Académie Civique*. La lutte menée pour la réalisation de cet ensemble institutionnel consacré à la mémoire du communisme illustre parfaitement le cheminement que la Roumanie a connu, depuis la chute du communisme en décembre 1989, jusqu'à nos jours. On peut dire que l'histoire du *Mémorial Sighet* est sur plusieurs aspects un résumé de ce qui s'est passé en Roumanie depuis un quart de siècle.

C'est pour cela que ma présentation commence avec quelques brèves considérations sur la Roumanie, après la chute du communisme, dans ses rapports avec son passé et la manière dont celui-ci est géré tant au niveau du pouvoir - des autorités et des institutions - que de l'opinion publique, c'est-à-dire des mentalités. Je vais faire référence à tout ceci dans le contexte de la situation existante à ce sujet en Europe et plus largement dans le monde. Dans la deuxième partie de l'exposé je vais présenter, tout aussi brièvement, le *Mémorial Sighet* et sa place dans le combat pour la connaissance de la vérité et de la diffusion de celle-ci. Car il est impossible qu'une société soit saine, qu'un pays soit démocratique sans que sa vraie histoire soit correctement connue. Les considérations qui accompagneront la présentation du *Mémorial* compléteront l'aperçu de la période communiste évoquée précédemment.

En Roumanie, après décembre '89, avec un remarquable professionnalisme et un total cynisme, la nomenclatura et les privilégiés du régime communiste se sont adaptés à la démocratie et à l'économie de marché et par l'utilisation, à grande échelle, de la corruption ils ont pu garder et même amplifier leurs privilèges et niveau de vie.

La domination des anciens de la *Securitate* (la police politique de la Roumanie communiste), de la nomenclatura et de leurs héritiers a été et reste flagrante. La démocratie est mimée par une alternance illusoire, les détenteurs du pouvoir arrivant à bloquer l'apparition d'un parti qui pourrait représenter réellement une alternative politique. Le faire semblant règne, comme le souligne Tom Gallagher dans son livre «*Romania and the European Union*»,

Compte tenu de cette réalité il n'est pas étonnant que les détenteurs du pouvoir réel ont tout fait pour retarder, bloquer et surtout manipuler, tant que possible, l'étude et la diffusion de la vérité sur l'époque communiste. Ils

ont avancé comme argument le fait qu'il faut regarder vers l'avenir et non pas vers le passé qui doit être laissé aux historiens; le fait qu'il faut assurer la continuité de l'Etat sans rupture. Ceci s'est concrétisé, entre autres, par le maintien de toutes les décisions de la justice communiste aussi longtemps qu'elles n'étaient pas modifiées par un procès de „réhabilitation”. Une insulte à l'encontre des victimes du communisme. Un autre exemple: le maintien des portraits des hauts responsables communistes sur les murs des institutions publiques.

La réponse à la question posée dans le titre de cette intervention si la mémoire du communisme est encore un patrimoine interdit apparaît ainsi clairement : c'est encore un patrimoine surveillé attentivement et manipulé par ceux qui détiennent le pouvoir. Ils savent bien que la mémoire du communisme a un rôle essentiel à jouer dans le combat pour l'ancrage des valeurs européennes en Roumanie.

Heureusement, ce Pays se trouve aujourd'hui du bon côté de la frontière qui sépare le monde des valeurs occidentales de l'espace euro-asiatique dominé par Moscou. Malgré toutes les difficultés rencontrées pendant les 27 années de transition, les changements et les progrès accomplis sont, sans aucun doute, substantiels et porteurs d'espoir. Mais les efforts faits, par une bonne partie des anciennes structures, pour garder le pouvoir et contrôler non seulement la vie politique et économique mais également la mémoire qu'ils ont toujours gardée sous haute surveillance, restent redoutables.

La mémoire et la justice sont intimement liées et les anciens communistes et leurs héritiers font tout pour empêcher cette dernière d'agir dans le respect de l'éthique et de la morale. Ce qui se passe aujourd'hui en Roumanie à ce propos, notamment le combat mené pour renforcer leur main mise sur la justice est révélateur.

Mais, comme toujours, les communistes ont plusieurs fers au feu et ils s'efforcent aussi d'utiliser la mémoire comme substitut de la justice, ce qui soulève bien évidemment des interrogations.

Au début, immédiatement après décembre '89, les communistes convertis en grands démocrates ont plaidé pour l'amnésie et ultérieurement ils ont défini une habile stratégie de récupération des crimes et des souffrances dont ils étaient eux-mêmes responsables pour s'ériger, sans le moindre

scrupule, en vaillants combattants anticommunistes. Le souvenir de la manière dont les pays d'Europe Centrale et Orientale ont été abandonnées aux soviétiques, à la fin de la Seconde Guerre, leur est un allié précieux.

D'ailleurs la justice, restée sous contrôle politique, n'a pas rempli son rôle en ce qui concerne les criminels communistes et l'Occident ne s'est pas inquiété et a laissé faire. Si l'inexistence d'un Nuremberg du communisme peut s'expliquer, la chute du communisme n'étant pas la conséquence d'une victoire militaire, l'absence d'une vraie lustration, soulève de fâcheux signes d'interrogation. Elle était nécessaire non seulement du point de vue moral, mais aussi pragmatique, la lutte contre la corruption y étant étroitement liée.

Les grandes difficultés par lesquelles est passée et passe encore aujourd'hui la Roumanie auraient pu être, au moins en partie, évitées si ceux qui pour survivre sont devenus complices reconnaissaient, avec honnêteté, leur comportement pendant la période communiste. L'Eglise aurait pu donner l'exemple, cela n'a pas été le cas, bien au contraire. Rappelons que le christianisme orthodoxe, religion dominante en Roumanie, est resté marqué par un traditionalisme rigide et est dépendant, depuis toujours, du pouvoir laïque, fait qui s'est accentué pendant la période de la dictature communiste.

Il faut souligner aussi que les archives de la Securitate sont devenues accessibles seulement en 2003 par la création du *Centre national d'études des archives de la Securitate - CNSAS*. Précisons aussi que ces archives ont été auparavant, pendant 13 ans, bien épurées et manipulées et que les dossiers des membres du clergé restent encore aujourd'hui inaccessibles. A cette même époque est créé aussi „*Institut pour l'investigation des crimes du communisme*”, une institution d'Etat subordonnée directement au Gouvernement; une habile procédure pour contrôler la recherche historique concernant le communisme.

Le blocage de la lustration, la condamnation purement formelle du communisme, l'ignorance de l'éthique de la vérité sont en partie les causes de l'état dans lequel se trouve aujourd'hui la Roumanie. C'est pour cela que le problème de la mémoire revêt une telle importance. Il ne faut pas oublier que seule la vérité rend vraiment libre.

Mais les difficultés rencontrées, après la chute du mur de Berlin, sur le chemin du retour à la normalité dans les pays anciennement communistes, dont la Roumanie, sont liées aussi à d'autres causes, notamment à cette auto-censure, connue sous le nom de „*political correctness*” qui rappelle fâcheusement l'époque de la domination du marxisme. En son nom on a refusé et on refuse encore souvent de voir que les deux horreurs totalitaires du XX siècle, le communisme et le nazisme ont la même nature, ont le même degré de criminalité, l'un au nom de la haine de classe, l'autre au nom de la haine de race. On a refusé d'admettre jusqu'à récemment, quand les preuves et les chiffres sont devenus incontestables, que le nombre des victimes du communisme a été largement supérieur à celui du nazisme (dont la durée et l'étendue dans l'espace a été nettement inférieure à celui du communisme).

Le combat mené en France pour que cette vérité soit connue est significatif. Stéphane Courtois avec „*Le livre noir du communisme*” et Thierry Wolton avec sa trilogie „*L'histoire mondiale du communisme*”, jouent un rôle de premier plan.

Rappelons qu'à Bruxelles, en avril 2009, le *Parlement Européen* proclame le jour du 23 août (faisant référence au sinistre pacte Hitler – Staline) „*Journée européenne du souvenir en mémoire des victimes de tous les régimes totalitaires & autoritaires*”. Elle est pour la première fois commémorée en 2011, lors de la présidence polonaise de l'UE. En décembre 2010, à l'initiative de la Lituanie, six pays d'Europe Centrale et Orientale, parmi lesquels la Roumanie, ont demandé à l'UE d'élaborer une loi qui pénalise la négation des crimes communistes d'après le modèle de la loi similaire pour les crimes de l'Holocauste. On affirmait dans cette demande que: „*La Justice doit garantir par principe le traitement équitable de toutes les victimes des régimes totalitaires*” et que „*La négation de tous les crimes internationaux doit être soumise aux mêmes lois*”. Pourtant elle ne passe pas et lors d'un débat organisé, par le groupe parlementaire PPE, en octobre 2011, concernant le rapport de la Commission Européenne portant le titre: „*La mémoire des crimes commis par les régimes totalitaires en Europe*”, il est dit clairement que la situation n'est pas encore suffisamment mure pour une telle loi. Le *political correctness* s'impose.

Avant d'aborder plus en détails le *Mémorial Sighet*, cette réalisation qualifiée de vrai miracle par Ana Blandiana, je vais dire un mot sur le rôle

de l'histoire orale dans la sauvegarde de la mémoire du communisme en Roumanie.

Dans un pays post-communiste, l'investigation historique et sociale à l'aide de l'histoire orale est indispensable pour trouver la vérité, car une bonne partie des documents administratifs ont été délibérément falsifiés et la presse quotidienne manipulée. Elle est utilisée depuis peu de temps en Roumanie comme un instrument de travail qui en partant de l'enregistrement des récits des témoins, les analyse en respectant une série de règles, afin de devenir des sources d'information fiables.

Presque spontanément, peu après décembre '89, se sont constituées, auprès des grandes universités, ou grâce à des initiatives privées, plusieurs équipes partiellement ou entièrement dédiées à l'histoire orale. Parmi les pionniers : le *Mémorial Sighet*, à l'initiative de l'écrivain Romulus Rusan ; *L'Institut d'Histoire Orale* auprès de la *Faculté d'Histoire et Philosophie de l'Université Babes-Bolyai* de Cluj-Napoca (le premier centre académique d'histoire orale ouvert sous la direction du prof. Doru Radosav qui dirige des thèses portant sur la mémoire du communisme), il publie *Les Annales d'Histoire Orale - AIO* ; *L'Association Troisième Europe* à Timișoara ; *Archiva Moldaviae* à Iași, et à Brasov la *Faculté de sociologie de l'Université* et la *Fondation ASPERA ProEdu*,

Le Mémorial des Victimes du Communisme et de la Résistance de Sighet

En Roumanie l'ouverture du *Mémorial Sighet*, en juillet 1997, réalisé avec l'assistance du Conseil de l'Europe est une première européenne. Son rôle essentiel est d'effectuer des recherches et des études et de les faire connaître au plus large public possible. Les roumains doivent savoir ce que, pendant un demi siècle, leur avaient caché les communistes au pouvoir: la réalité de l'occupation soviétique, la falsification des élections de 1946 gagnées par les communistes, le goulag roumain formé de plus de 120 prisons et camps d'exterminations, etc.

Romulus Rusan précise dans un interview, à ce propos, que le principal but du Mémorial était: „*l'étude de l'histoire de la dernière moitié du XXème siècle ayant pour but la récupération de la mémoire collective et de sa transformation dans un présent pour l'avenir*”. Il affirme lors d'un interview accordé aux Etats-Unis, à Washington que : „*les roumains ont gagné leur*

liberté en décembre '89 et qu'ils attendent de retrouver aussi, une fois reçus dans le monde libre, la vérité"

Le projet du *Mémorial* a été conçu dans le cadre de l'ONG *Academia Civica*, par le couple d'écrivains Ana Blandiana et Romulus Rusan, comme je l'ai déjà mentionné, et déposé le 29 janvier 1993 au *Conseil de l'Europe* à l'attention de sa secrétaire générale, Mme Catherine Lalumière. Deux ans après, en avril 1995, il se trouve sous l'égide de celui-ci suite à une étude et une analyse approfondie de faisabilité. Celle-ci s'est faite tant au niveau de la restauration, de l'aménagement des bâtiments existants et de la construction des nouvelles structures que de la définition, l'organisation et mise en oeuvre des activités de recherche, de la collecte des informations et la constitution des banques de données, de l'organisation des symposia et écoles d'été, de la communication et les relations avec les médias, etc. Plusieurs déplacements des experts du *Conseil de l'Europe* ont eu lieu en Roumanie, notamment à Bucarest et Sighet, ville du nord du Pays, à la frontière ukrainienne où le bâtiment de la sinistre prison de celle-ci a été cédé par la ville à la *Fondation Académie Civique* créée dans ce but. Le 1er juillet 1996 s'ouvre le chantier du *Mémorial* (sous la direction du prof. Mircea Mihailescu), suite à des concours d'architecture pour la restauration du bâtiment et pour la constitution des espaces statuaire et de prière et recueillement. La bataille pour la réalisation d'un projet, qui doit être forcément l'oeuvre de professionnels des divers domaines, allant des architectes et ingénieurs civils aux historiens et muséographes est engagée.

Un an plus tard le bâtiment du musée et les espaces mentionnés sont inaugurés et une loi est promulguée par laquelle le *Mémorial* est déclaré ensemble d'intérêt national. Les roumains de l'étranger ont contribué financièrement, il faut mentionner tout spécialement l'homme d'affaire Misu Carciog de Londres, le sponsor le plus généreux. La loi précise que le *Mémorial* se compose du *Musée* (qui comprend également le cimetière des pauvres, dans lequel furent enterrés, anonymement, les décédés dans la prison, dont plusieurs des plus illustres personnalités de la Roumanie, parmi lesquelles, Iuliu Maniu et George Bratianu) et du *Centre international d'études sur le communisme*, créé en 1993 par Romulus Rusan ayant le siège à Bucarest.

C'est dans le cadre de ce *Centre*, qui sera organisé en plusieurs départements, qu'ont été conçus les divers projets concernant le *Mémorial Sighet*. Ici, ont été réalisées plus de six milles heures d'enregistrement pour l'histoire orale, ont été rassemblées des dizaines de milliers de livres et documents. Toujours ici, ont été publiées *Les Annales de Sighet*, recueils de communications présentées aux symposia annuels organisés au *Mémorial* ou dans le cadre d'autres séminaires, tables rondes, ateliers. Le premier volume voit le jour en 1995 sous le titre: „*Memoria ca forma de justitie*” (La mémoire comme forme de justice). Il regroupe une sélection de 46 communications présentées aux deux premiers symposia qui ont eu lieu en mai 1993 et juin 1994, l'organisateur principal étant *l'Alliance Civique* (dont la présidente est encore Ana Blandiana) et le principal sponsor la *Fondation Hans Seidel*. Ont participé, au premier symposium plus de 150 personnes de toute la Roumanie et également de l'étranger, de France, Angleterre, Allemagne, Pologne, Bulgarie, Hongrie. On compte des personnalités connues tel Ion Gavrilă Ogoranu, le chef d'un des plus célèbres réseaux de maquisards qui n'avait jamais pu être arrêté et a résisté dans la clandestinité jusque vers la fin des années '70, ou l'historien Cicerone Ioanitoiu, le résistant réfugié en France, qui a pu rassembler la plus importante documentation sur le goulag roumain. Participent également de nombreux intellectuels dont certains ont passé près de vingt ans dans les prisons et camps d'extermination.

Au cours des années suivantes les symposia et les écoles d'été de Sighet vont voir le nombre de participants augmenter, la présence des jeunes s'accroître, notamment des étudiants, ainsi que celle des personnalités tels Vladimir Bukovski et des historiens du communisme tels Stéphane Courtois et Thierry Wolton.

Le titre du premier volume des *Annales de Sighet*. „*La mémoire comme forme de justice*” est révélateur et définit bien la situation qui caractérise la Roumanie concernant la mémoire du communisme. Dans ce pays, la justice, au début des années 1990, totalement soumise au pouvoir politique, ne peut pas jouer le rôle qui doit être le sien dans un pays démocratique, celui du troisième pouvoir dans l'Etat. On considère que soulever le voile qui cache les crimes communistes est une voie pour remplacer, partiellement, une justice muselée. C'est une formule de compromis qui est plus ou moins acceptée aussi bien par ceux responsables des crimes commis à l'époque communiste estimant qu'ils

échappent ainsi à la justice, que par ceux qui affirme que dévoiler les crimes communistes est une forme de justice. Il y a aussi ceux qui dénoncent cette attitude en voyant dans celle-ci une voie de contourner la vraie justice.

L'Occident quand à lui, comme je l'ai déjà mentionné, s'est opposé à un Nuremberg du communisme et trouve cette formule acceptable et politiquement correcte. Il refuse de voir la réalité, c'est son habitude de choisir la complaisance et la commodité, c'est tellement plus facile dans l'immédiat. Tant pis pour demain, les réalités évoluent vite.

Le *Mémorial Sighet* est plus qu'une belle réalisation, c'est un symbole qui montre qu'un combat déterminé, mené sans relâche, peut aboutir. Et cela malgré les obstacles levés par les détenteurs du pouvoir réel qui en Roumanie s'efforcent de bloquer toute forme de mémoire qui échappe à leur contrôle.

L'écrivain Romulus Rusan, décédé en décembre 2016, consacra les deux dernières décennies de sa vie à la réalisation de ce *Mémorial*. Dans plusieurs de ses interviews rassemblés dans un livre publié en sa mémoire intitulé: „*Comment on construit un miracle*” il donne des détails sur le combat qu'il a mené et il dénonce les agissements des communistes et leurs héritiers toujours au pouvoir.

Il rappelle que la devise du *Mémorial de Sighet* est: „*Quand la justice n'arrive pas à devenir une forme de mémoire, la mémoire seule peut être une forme de justice*” et dans ce contexte il souligne qu'au *Centre d'études du Mémorial* se déroule une recherche qui vise à constituer une base de données fiable sur la terreur communiste par la confrontation de plusieurs sources. Chose obligatoire en connaissant les manipulations auxquelles les documents stockés dans les archives à l'époque communiste ont été soumis.

Il déclare aussi, dans un interview donné à la revue du *Groupe de Dialogue Social* „22” en juin 1995, que le pouvoir en place en Roumanie a utilisé toute la panoplie des mensonges, tout l'arsenal utilisé par les communistes immédiatement après la *Seconde Guerre* contre les démocrates, pour bloquer la réalisation du *Mémorial Sighet*. Les créateurs de celui-ci ont été ainsi accusés d'être anti-occidentaux, fachistes, antisémites, revanchards, etc. Plusieurs plaintes et accusations avaient été déposées à des

institutions européennes et internationales. Romulus Rusan se souvient : „les moments les plus difficiles que j'ai connus ont été ceux quand j'ai réalisé que les occidentaux refusent de connaître la vérité sur le communisme. Quand j'ai constaté que les Etats n'ont pas de principes, seulement des intérêts et que ceci peut se répercuter aussi sur les conceptions officielles concernant l'histoire". Il se rappelle aussi du moment quand il a appris la cooptation du président Ion Iliescu dans le Conseil d'Administration du *Mémorial des Victimes du Communisme de Washington DC*. Quelle honte.

En Roumanie le *Mémorial des Victimes du Communisme et de la Résistance de Sighet* est, comme je l'ai déjà dit, un symbole. Mais les symboles ont surtout de l'importance à longue échéance et dans l'immédiat la Roumanie et les roumains sont toujours sous l'effet du lavage de cerveau subi à l'époque communiste et sous l'emprise du „politiquement correct". A cela s'ajoute la manipulation des mass média et l'état déplorable dans lequel se trouve l'enseignement, notamment celui de l'histoire. L'enseignement de l'histoire de l'époque communiste en Roumanie est quasiment inexistant, réduit à la portion congrue. Ajoutons à cela que Bucarest est quasiment la seule capitale d'un ancien pays satellite de l'Union Soviétique qui n'a pas un grand musée sur le communisme et ses horreurs, bien que les bâtiments qui ont servi de geôles à cette époque ne manquent pas, tel le fort de Jilava, par exemple. C'est pour celà que le *Mémorial de Sighet* a une si grande importance.

Bibliographie sommaire :

Analele Sighet. *Memoria ca forma de Justitie*. Fundatia Academia Civica, Bucuresti, 1995

Analele Sighet. *Instaurarea Comunismului – Intre Rezistenta si Represiune*. Fundatia Academia Civica, Bucuresti, 1995

Centrul International de Studii asupra Comunismului. *Cartea Mortilor din Inchisori, Lagare, Deportari*. Fundatia Academia Civica, Bucuresti, 2013

COURTOIS, Stephane. *Le Livre noir du communisme. Crimes, terreur, répression*. Robert Laffont, Paris, 1997

DELETANT, Denis. *Romania under Communist Rule*. Center for Romanian Studies & Civic Academy Foundation, 1999,

GALLAGHER, Tom. *Romania and the European Union*. Manchester University Press, Manchester, 2009.

IOANITOIU Cicerone. *Victimele Terorii Comuniste*. Dictionar, 12 vol. Masina de Scris, Bucuresti, 2000 – 2009

RADOSAV, Doru. *Istoria din Memorie. Incercari de Istorie Orala*. Argonaut, Cluj-Napoca, 2016

RUSAN, Romulus. *Cum se Construiește un Miracol*. Fundatia Academia Civica, Bucuresti, 2017

WOLTON, Thierry. *Une Histoire mondiale du communisme*, 3 vol., *Les Bourreaux, Les Victimes, Les Complices*. Grasset, Paris, 2015 & 2017